



chère Sophie et cher Etienne,

Je vous propose un débat public...

En effet, dans une période cruciale, à quelques mois des élections présidentielles dans notre pays, où la souveraineté populaire est bafouée par le système financier mondialisé, par la voracité sans limites des banques, par les diktats des agences de notation, la gauche se doit de prendre au sérieux les aspirations légitimes des citoyens. Cela passe nécessairement par le débat dans les médias et partout dans le pays.

Il est devenu urgent d'instaurer à tous les échelons de la vie politique à gauche des espaces d'échange, de dialogue et de confrontation des idées pour mieux répondre aux aspirations de notre peuple à plus de démocratie et au renouveau des pratiques politiques, telles qu'elles montent actuellement avec beaucoup plus d'acuité qu'avant, partout dans la société.

Pour nous le débat à Gauche, c'est une grande confrontation populaire, à travers des assemblées citoyennes réunissant militantes et militants politiques, acteurs et actrices du mouvement social, hommes et femmes désirant prolonger leurs résistances quotidiennes et travailler au changement indispensable.

Pour nous le débat à Gauche, c'est associer les citoyens pleinement et plus que jamais aux choix stratégiques, écologiques, sociaux, économiques, politiques que la Gauche compte mettre en oeuvre pour gouverner demain le pays.

Pour nous le débat à Gauche, c'est mettre tous les sujets, sans tabou, sur la place publique pour construire une offre politique nouvelle qui permette à la Gauche d'affronter les périls générés par la tornade financière, de tourner durablement la page du Sarkozysme, de sortir la France du productivisme.

Par ce débat, nous voulons éviter à la Gauche de retomber dans les erreurs du passé en se contentant de demi-mesures ou en versant de nouveau dans un social-libéralisme qui a partout abouti à des défaites calamiteuses comme en Grèce, en Espagne ou en Amérique du Sud dans un passé plus lointain.

Aussi, dans la 7e circonscription du département de l'Essonne, je vous propose que nous organisions tous les trois des réunions de débat public durant lesquelles nous pourrions, en toute transparence, exposer chacun devant nos concitoyens les choix proposés par nos candidats respectifs à l'élection présidentielle : Eva Joly pour Europe écologie - les verts, François Hollande pour le PS, et Jean-luc Mélenchon pour le Front de Gauche.

Débattons publiquement de ces choix :

- Notre conception des services publics, du rôle de l'Etat et de notre acceptation ou non des transferts de charges non compensées aux collectivités locales dans des conditions qui sont aujourd'hui de plus en plus contestés par les élus locaux ? Avec quelle conception de l'égalité républicaine sur les territoires ?
- Nos positions sur le thème de la production et du partage des richesses, sur l'augmentation à terme du SMIC à 1.700 € net par mois, le droit à la retraite à 60 ans, l'abolition de la précarité en réaffirmant le CDI comme étant la norme du contrat de travail, en titularisant les 800.000 précaires dans la fonction publique.

- Dire si nous voulons ou non reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers, principaux responsables de la grave crise financière que nous traversons aujourd'hui, et avec quels moyens ? Quelle Europe nous voulons ? L'Europe du traité de Lisbonne qui permet le démantèlement des services publics : transport, énergie, santé ... ou une Europe politique écologique et sociale qui se construit avec des instances élues par les peuples ?
- Affirmer nos choix en termes de la planification écologique et de maîtrise de l'énergie. Doit-on ou non mettre l'Homme au coeur de toute démarche de développement économique et sociale ? Doit-on abandonner un secteur aussi stratégique comme l'énergie en le jetant entre les mains de «la concurrence libre et non faussée» ou exiger une maîtrise publique, sociale et démocratique de ce secteur en créant un pôle 100% public ? Faudrait-il sortir du nucléaire ou maintenir un secteur nucléaire sécurisé et public ?
- Nous pourrions aussi, les uns et les autres, montrer les différences de conception et de pratiques entre la gauche et la droite sur des questions aussi graves comme la justice, la sécurité, l'immigration, la laïcité et les libertés publiques.

Ces débats idéologiques et politiques seront d'autant plus intéressants que nous pourrions nous appuyer sur des pratiques concrètes et des réalités sur notre territoire.

Ces débats intéresseront, j'en suis convaincu, de nombreux citoyens qui s'interrogent sur la possibilité de mener une autre politique que celle développée par le gouvernement ultra-libéral de Nicolas Sarkozy. Ils intéresseront également nos camarades à Gauche qui ont la rude tâche de gérer des collectivités locales qui sont, comme vous le savez, en très grande difficulté financière du fait des réformes successives et injustifiées de la majorité de droite au pouvoir, ainsi que tous les élus du département dans le cadre de la préparation des échéances électorales de 2012.

Je me tiens à votre disposition pour préparer et organiser de tels débats publics.

Gabriel Amard